

Autopsie d'une répression meurtrière à Gaza : dix-huit Palestiniens tués, des centaines de blessés par l'armée israélienne

mercredi 4 avril 2018, par [Le Monde.fr](#), [SEMO Marc](#), [SMOLAR Piotr](#) (Date de rédaction antérieure : 3 avril 2018).

Le ministre de la défense israélien assure que les soldats ont respecté la procédure. Mais l'armée peine à prouver que les victimes étaient des « terroristes ».

Sommaire

- [Une issue prévisible](#)
- [Une marche essentiellement](#)
- [Des tirs non justifiés](#)
- [La défense israélienne](#)
- [Après une journée de protestat](#)
- [Israël refuse catégoriquement](#)

Au-delà du tintamarre de la propagande et des commentaires, voici le résumé des événements survenus vendredi 30 mars dans la bande de Gaza. Une manifestation rassemblant des dizaines de milliers de Palestiniens a eu lieu en cinq points de la zone frontalière avec Israël. L'armée a tué dix-huit personnes et blessé – notamment par balles – des centaines de participants, dont l'écrasante majorité ne représentait aucune menace immédiate envers la vie des soldats ni envers l'intégrité territoriale de l'Etat hébreu. Si les manifestants avaient tenté de franchir la clôture, à quelques centaines, voire dizaines, le débat sur l'usage de la force et sa proportionnalité aurait été posé en termes différents. Mais ce ne fut pas le cas.

Une issue prévisible

Il y avait quelque chose d'inéluctable dans le drame de vendredi. Les jours précédents, les responsables israéliens ont dramatisé ce rendez-vous en décrivant par avance un cauchemar : des milliers de Palestiniens tentant d'escalader la clôture séparant la bande de Gaza d'Israël. Dès lors, l'armée a été placée en alerte maximale. Dans cette même zone frontalière, au cours du seul mois de décembre 2017, huit personnes avaient été tuées, à la suite des manifestations contre la reconnaissance de Jérusalem comme capitale d'Israël par les Etats-Unis. La semaine précédant la marche du 30 mars, plusieurs Palestiniens avaient réussi à franchir la clôture. Les nerfs étaient donc à vif.

Le 25 mars, Yoav Galant, ministre du logement, mais surtout ancien chef du commandement militaire de la région sud, a rencontré un groupe de journalistes. Il a expliqué que le Hamas poussait « au bain de sang en motivant des milliers de personnes à se diriger vers la frontière ». « On n'agira pas au dernier moment », a-t-il averti. Au même moment, Gadi Eizenkot, le chef d'état-major, annonçait au quotidien Yediot Aharonot le déploiement de « plus de cent tireurs d'élite » le long de

la frontière : « En cas de danger mortel, il y a autorisation d'ouvrir le feu. Nous ne permettrons pas d'infiltrations massives en Israël et de dommages faits à la clôture, et certainement pas d'approcher les communautés [israéliennes limitrophes]. Les instructions sont d'utiliser beaucoup de force. »

Une marche essentiellement pacifique

La frontière est de la bande de Gaza est délimitée par une clôture. Avant celle-ci se trouve une zone-tampon d'environ 300 mètres : des terres agricoles où, depuis la guerre de l'été 2014, l'armée israélienne n'autorise personne à entrer. C'est là que, vendredi, ont eu lieu l'essentiel des tirs à balles réelles.

La « marche du grand retour », qui doit durer six semaines, vise à réclamer les terres perdues en 1948 par les Palestiniens expulsés au moment de la création d'Israël. Pour le comité national qui l'organise, où figurent toutes les factions politiques, les manifestants devaient demeurer à distance de la clôture. « Les ordres sont stricts, on doit s'engager dans un mode d'action pacifique, disait la veille Bassem Naïm, haut cadre du Hamas. Ce serait un cadeau du ciel pour Israël si la violence était employée. » Au sein du Fatah, la formation du président Abbas, même tonalité : « On sait qu'on ne peut vaincre militairement, dit Atif Abou Seif, son porte-parole à Gaza. Mais on peut mettre Israël à nu sur le plan éthique et moral. »

Les consignes étaient claires. Cela dit, contrairement à ce qu'affirme Israël, il ne s'agissait pas d'une manifestation tenue par les factions armées palestiniennes. Encouragée, oui. Depuis des semaines, le public était sensibilisé à l'initiative. Les bus, la logistique sur place, ont été fournis. Mais l'affluence fut limitée par rapport à la population de 2 millions d'habitants de la bande de Gaza. L'armée israélienne a évoqué un chiffre de 30 000 personnes ; ils étaient bien plus nombreux. L'affluence était éclatée sur cinq sites, et l'événement a duré du matin au début de soirée. Les manifestants allaient et venaient. Aucun service d'ordre ne les encadrait. Des centaines de jeunes ont ainsi pu s'approcher de la clôture. Sans la franchir.

Des tirs non justifiés

Ayant passé la journée sur trois des cinq lieux de rassemblement – près de Jabaliya, du poste-frontière fermé de Karni et du camp de Boureij –, nous avons vu plusieurs personnes touchées par balles alors qu'elles se trouvaient à des centaines de mètres de la clôture. A l'hôpital d'Al-Shifa, à Gaza, un blessé a expliqué au *Monde* qu'il avait été touché à la jambe alors qu'il évacuait une autre victime. Un photographe d'une petite agence locale, prenant des clichés à distance, a lui aussi été atteint.

Une vidéo montre un groupe de Palestiniens priant, non loin de la clôture, lorsque soudain l'un d'eux se relève et agite le bras. Il vient de se prendre une balle dans la jambe. Une autre vidéo montre un jeune de 18 ans, à l'est de Jabaliya, en train de courir un pneu à la main, s'éloignant de la clôture. Il s'apprête à rejoindre la route de terre, lorsqu'il est atteint d'une balle dans le dos. L'armée israélienne a répondu que les vidéos étaient tronquées, modifiées ou « fabriquées ». Mais les éventuels jets de pierres commis plus tôt par ces deux individus ne justifiaient en rien de les viser par balles.

Même interrogation concernant l'usage de gaz lacrymogène. Dès la matinée, les drones en larguaient des cartouches au milieu de la foule, située à plus de 300 mètres des soldats. Les manifestants reculaient alors, dans un mouvement de brève panique. Les plus prévoyants respiraient

une moitié d'oignon pour contrecarrer les effets du gaz.

Si les soldats avaient appliqué à la lettre les consignes dont s'était fait l'écho la presse israélienne – ne laisser personne s'approcher de la clôture dans la zone tampon –, ce n'est pas dix-huit morts qui auraient été enregistrés, mais bien davantage. Nous avons vu des dizaines de jeunes assis à 100 mètres des soldats, improvisant un sit-in, plantant un drapeau palestinien, ou bien s'abritant à flanc de colline. Certains étaient visés, d'autres non. « Les règles d'engagement en Israël sont tenues secrètes. L'usage de balles réelles se fait normalement en dernier ressort, lorsque les autres moyens ne fonctionnent pas, souligne l'avocat David Benjamin, ancien officier du département du droit international de l'armée. On ne peut utiliser les balles réelles pour faire de la dissuasion. Ce serait disproportionné. »

En choisissant certaines cibles, on peut estimer que l'armée a ainsi limité le désastre et une éventuelle escalade. Ou bien y voir une démarche calculée destinée à dissuader les protestataires. « Il s'agit d'une règle d'engagement qu'on a constatée depuis la seconde Intifada lors de rassemblements de ce genre, explique Yehuda Shaul, porte-parole de l'organisation Breaking the Silence, qui recueille les témoignages de vétérans de l'armée sur l'occupation et les guerres à Gaza. On a eu beaucoup de récits dans le passé sur le fait que les commandants ordonnaient de viser les jambes de ceux qui étaient identifiés comme les meneurs sur le terrain, ou bien de les tuer. »

L'armée a mis en avant une tentative d'infiltration par deux « terroristes » armés, dans le nord du territoire. Elle a très vite diffusé une vidéo. Mais celle-ci n'explique que deux morts sur dix-huit. L'armée a souligné que les « émeutiers » avaient brûlé des pneus, jeté des cocktails Molotov et des pierres en direction des soldats. Ces faits se sont produits avec plus ou moins d'intensité dans chaque zone. Certains des « émeutiers » étaient des enfants. Leurs frondes avaient une portée très courte. Même les frondes plus sérieuses ne pouvaient pas porter atteinte à l'intégrité physique des soldats israéliens, couchés derrière une colline. D'ailleurs, l'armée n'a déploré aucun blessé durant cette journée.

La défense israélienne

Vendredi, Israël a commencé à fêter la Pâque juive (Pessah). Les responsables politiques ont éteint le micro. Le ministre de la défense, Avigdor Lieberman, a attendu dimanche matin pour estimer que les soldats avaient « opéré en s'en tenant à la procédure ». Il a rejeté l'idée d'une commission d'enquête demandée par l'Union européenne et par le secrétaire général de l'ONU.

Seuls les militaires ont assuré la communication officielle. Ils ont privilégié Twitter, en hébreu, en anglais et en français. Ils ont envoyé des communiqués par messagerie WhatsApp aux correspondants étrangers et aux journalistes israéliens. Il était vertigineux de se trouver au milieu du gros des manifestants palestiniens, des hommes, des femmes et des enfants mangeant des glaces, discutant ou cueillant des fèves dans les champs, tandis qu'un message de l'armée annonçait, vers 13 heures, « 17 000 émeutiers palestiniens ».

Vendredi, l'armée a diffusé des Tweet déniaient aux manifestants toute autonomie ou libre arbitre. « L'organisation terroriste du Hamas exploite cyniquement les femmes et les enfants, les envoyant vers la clôture de sécurité et mettant leur vie en danger », affirmait l'un d'eux. L'armée a notamment évoqué le cas d'une fillette de 7 ans, sans plus de précision, qui aurait été envoyée par le Hamas pour traverser la frontière. Lorsque le bilan lourd de la journée s'est esquissé, les commentaires ont changé, pour se concentrer sur le profil des personnes tuées.

Le Hamas a commencé, en revendiquant l'appartenance de cinq victimes à sa branche militaire. Une

façon de capter le mouvement populaire. L'armée israélienne est allée bien plus loin, en expliquant qu'« au moins dix terroristes avec des antécédents [terroristes] ont été tués en train d'accomplir des actes de terreur pendant les émeutes violentes ». Passons sur l'invraisemblable identification individuelle de ces hommes avant qu'ils n'aient fait feu. Cette justification *a posteriori* des tirs ne change rien aux questions sur la proportionnalité de la force employée.

Samedi soir, l'armée a même donné les noms, l'âge, le lieu de résidence et l'appartenance des dix morts encartés : huit seraient issus du Hamas, un du Jihad islamique, le dernier des Brigades des martyrs d'Al-Aqsa, la branche militaire du Fatah. Mais, pour un seul, un fait spécifique est mentionné. Il serait l'auteur de coups de feu en direction des soldats, avec un complice. Soit les seules armes à feu évoquées de toute la journée. Admettons que les neuf autres Palestiniens cités appartenaient à des groupes militaires. Avaient-ils entre les mains, au moment où ils étaient tués, des armes leur permettant de menacer ou d'atteindre les soldats ? L'armée n'a pas répondu à cette question.

Piotr Smolar (Gaza, envoyé spécial)

* LE MONDE | 03.04.2018 à 06h39 • Mis à jour le 03.04.2018 à 14h58 :

http://www.lemonde.fr/proche-orient/article/2018/04/03/autopsie-d-une-marche-du-retour-meurtriere-a-gaza_5279767_3218.html

Après une journée de protestation à Gaza, les Palestiniens enterrent leurs morts

Des milliers de personnes ont pris part aux funérailles des seize manifestants tués vendredi par l'armée israélienne. De nouveaux affrontements ont eu lieu samedi.

Des milliers de Gazaouis se sont rendus samedi 31 mars aux funérailles de manifestants tués la veille par l'armée israélienne. Vendredi, seize Palestiniens ont été tués lors d'un mouvement de protestation le long de la barrière frontalière qui sépare la bande de Gaza d'Israël.

Malgré la colère qui monte depuis vendredi, journée la plus meurtrière depuis la guerre de 2014, seulement quelques centaines de manifestants sont retournées samedi après-midi dans plusieurs zones près de la frontière entre Gaza et Israël pour poursuivre « la marche du retour ».

Selon le ministère de la santé de la bande de Gaza, trente-cinq personnes ont été blessées samedi lors de heurts le long de la frontière.

Ce mouvement de protestation est appelé à durer jusqu'au 15 mai, jour de la Nakba (la grande « catastrophe » que fut l'expulsion de centaines de milliers de Palestiniens lors de la création de l'Etat d'Israël). Pendant six semaines, il prévoit des rassemblements le long de la barrière de sécurité pour exiger le « droit au retour » des réfugiés palestiniens et pour dénoncer le strict blocus imposé par Israël à Gaza.

Grève générale

Dans plusieurs villes de la bande de Gaza, une foule compacte a accompagné les cercueils des

manifestants tués la veille. « Arabes, musulmans, où êtes-vous ? », ont scandé les participants, certains brandissant des drapeaux palestiniens ou appelant à la « vengeance ».

Une grève générale est également en cours dans l'enclave — « au bord de l'effondrement », selon l'ONU — ainsi qu'en Cisjordanie, territoire palestinien occupé par Israël depuis plus de cinquante ans.

Une quinzaine de Palestiniens ont été blessés samedi lors d'affrontements le long de la frontière entre la bande de Gaza et Israël.

Des affrontements entre Palestiniens et forces israéliennes ont éclaté samedi à Hébron, dans le sud de la Cisjordanie, et une petite manifestation a eu lieu à Naplouse, plus au nord.

La tension est vive depuis vendredi, lorsque l'armée israélienne a ouvert le feu sur des Palestiniens qui s'étaient approchés à quelques centaines de mètres de la barrière ultrasécurisée séparant l'Etat hébreu de la bande de Gaza, régulièrement le théâtre de heurts sanglants.

Selon le ministère de la santé à Gaza, seize Palestiniens ont été tués et plus de 1 400 blessés, dont 758 par des tirs à balles réelles. Aucun mort ni blessé n'a été signalé côté israélien. Le président palestinien, Mahmoud Abbas, a décrété samedi jour de deuil national et a tenu Israël pour seul responsable des morts.

L'armée a affirmé avoir tiré par nécessité contre les manifestants qui lançaient des pierres et des cocktails Molotov sur les soldats. Selon elle, certains ont également tenté d'endommager la clôture et de s'infiltrer en territoire israélien. Samedi, Tsahal a ajouté que dix des seize Palestiniens tués avaient des « passés terroristes » au sein du Hamas et d'autres groupes.

Le premier ministre israélien, Benyamin Nétanyahou, a d'ailleurs félicité l'armée « pour avoir protégé les frontières du pays ». « Bravo à nos soldats », a-t-il écrit dans un communiqué.

L'ONU réclame une « enquête indépendante »

Mais selon les organisateurs de la manifestation, les manifestants palestiniens ont été touchés alors qu'ils ne représentaient pas de menace immédiate. Ils dénoncent l'usage disproportionné de la force par Israël, et des organisations de défense des droits humains s'interrogent sur ces tirs à balles réelles.

« Les allégations israéliennes de violences par certains manifestants ne changent rien au fait que l'utilisation de la force létale est interdite par le droit international, sauf pour faire face à une menace imminente », a rappelé l'ONG Human Rights Watch, jugeant le nombre de morts et de blessés « choquant ».

Le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, et la haute représentante de l'Union européenne pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, Federica Mogherini, ont réclamé une « enquête indépendante ».

Les Etats-Unis, régulièrement accusés ces derniers mois de parti pris pro-israélien, se sont dits « profondément attristés par les pertes humaines à Gaza », appelant à « des mesures pour faire diminuer les tensions ». Mais ils ont néanmoins bloqué samedi soir un projet de déclaration du Conseil de sécurité exhortant « toutes les parties à la retenue et à prévenir toute escalade supplémentaire » et demandant une enquête sur les affrontements.

Pas de remise en cause côté israélien. « Les soldats israéliens ont fait ce qui était nécessaire. Je pense que tous nos soldats méritent une médaille, a déclaré dimanche le ministre de la défense, Avigdor Lieberman, sur la radio militaire israélienne. Pour ce qui est d'une commission d'enquête, il

n'y en aura pas. »

Le Monde.fr avec AFP

* Le Monde.fr | 31.03.2018 à 19h58 • Mis à jour le 02.04.2018 à 19h13 :

http://www.lemonde.fr/proche-orient/article/2018/03/31/a-gaza-les-palestiniens-enterrent-leurs-morts-apres-une-journee-sanglante_5279199_3218.html

Israël refuse catégoriquement toute enquête indépendante

Les Etats-Unis ont bloqué à l'ONU un projet de déclaration demandant des investigations.

Le secrétaire général des Nations unies, Antonio Guterres, ainsi que la représentante de la diplomatie européenne, Federica Mogherini, ont réclamé « une enquête indépendante et transparente » sur la répression du vendredi 30 mars qui a causé la mort de dix-huit Palestiniens, tués par l'armée israélienne au cours des manifestations le long de la frontière entre Gaza et l'Etat hébreu. L'usage de balles réelles par Tsahal est au cœur des interrogations de la communauté internationale, des organisations de défense des droits de l'homme, comme Amnesty International, mais aussi d'une partie de la gauche israélienne, dont le parti Meretz. « Même si Israël a le droit de protéger ses frontières, l'usage de la force doit toujours être proportionné », a rappelé la chef de la diplomatie européenne dans un communiqué.

Les autorités de l'Etat hébreu ont rejeté catégoriquement ces appels. « Les soldats israéliens ont fait ce qui était nécessaire et je pense qu'ils méritent une médaille », a déclaré, à la radio militaire israélienne, le ministre de la défense, Avigdor Lieberman. Qualifiant d'« hypocrites » ces injonctions, il a assuré que « pour ce qui est d'une commission d'enquête, il n'y en aura pas ». Le premier ministre israélien, Benyamin Nétanyahou, a également rejeté toutes les critiques, félicitant même l'armée, « la plus éthique du monde ».

Les dirigeants israéliens sont d'autant plus intransigeants que pour le moment, les réactions internationales restent très limitées. Un projet de déclaration du Conseil de sécurité de l'ONU, présenté par le Koweït, a été bloqué samedi 31 mars par les Etats-Unis : Washington a regretté notamment le calendrier de la réunion et le fait qu'à cause de la Pâque juive, les Israéliens ne puissent être là. Le projet appelait notamment « toutes les parties à la retenue et à prévenir toute escalade supplémentaire », demandait une « commission d'enquête indépendante et transparente », et exprimait « la peine » des membres du Conseil « face à la perte des vies palestiniennes ».

« Ambassadrice de la haine »

Furieuse à la suite du blocage américain, l'Autorité palestinienne a traité dimanche la représentante des Etats-Unis à l'ONU, Nikki Haley, d'« ambassadrice de l'animosité, de la haine et de l'idéologie noire ». L'administration Trump prévoit toujours d'inaugurer l'ambassade américaine à Jérusalem autour du 14 mai, risquant de faire encore un peu plus monter les tensions.

Les capitales européennes, pour leur part, sont restées discrètes. La France, par le biais d'un communiqué du Quai d'Orsay, a exprimé sa « plus vive préoccupation », appelant les autorités israéliennes à agir « avec la plus grande retenue » et soulignant notamment « le droit des

Palestiniens à manifester pacifiquement ». Dans son homélie pour la messe de Pâques sur la place Saint-Pierre de Rome, le pape François a exhorté à « la réconciliation en Terre sainte, blessée encore ces jours-ci par des conflits ouverts qui n'épargnent pas les personnes sans défense ».

Les réactions les plus vives aux morts de Gaza ont été, sans surprise, celles des autorités turques et iraniennes. « Vous êtes un Etat terroriste. Tout le monde sait ce que vous avez fait à Gaza et ce que vous avez fait à Jérusalem. Il n'y a personne qui vous aime dans le monde », a lancé le président turc, Recep Tayyip Erdogan, dimanche 1^{er} avril, prolongeant sa joute verbale avec le premier ministre israélien. En réaction aux propos d'Erdogan dénonçant vendredi « une attaque inhumaine », Benjamin Netanyahu avait rétorqué sur Twitter que Tsahal n'avait « pas de leçon à recevoir de la part de gens qui bombardent aveuglément depuis des années des populations civiles ». L'Iran a dénoncé, pour sa part, « un massacre sauvage » de Palestiniens. Le chef de la diplomatie iranienne Mohammad Javad Zarif a dénoncé dans un Tweet « les tyrans sionistes qui tuent les manifestants pacifistes palestiniens dont la terre a été volée ».

Marc Semo

* LE MONDE | 03.04.2018 à 10h49 :

http://www.lemonde.fr/proche-orient/article/2018/04/03/israel-refuse-categoriquement-toute-enquete-independante_5279900_3218.html
